

Unité départementale de Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 23 mars 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14 mars 2023

Contexte et constats

Publié sur 

WESTFALEN FRANCE

Parc d'activité Belle fontaine

57780 Rosselange

Références : ROSSELANGE_WESTFALEN-FRANCE_2023-03-20_RAPVI-PLAINTE-BRUIT_CPE_24689
Code AIOT : 0006208342

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 mars 2023 dans l'établissement Westfalen France implanté parc d'activité Belle fontaine 57780 Rosselange. L'inspection a été annoncée le 27 février 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à une plainte d'un riverain faisant état d'une nuisance acoustique liée à un sifflement durant tout un après-midi.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Westfalen France
- parc d'activité Belle fontaine 57780 Rosselange
- code AIOT : 0006208342
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : non

La société Westfalen France est autorisée par arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-94 du 16 décembre 2016 modifié à réaliser une extension des installations et la mise en place d'une unité de régénération de fluides frigorigènes sur le site de Rosselange. Le site est classé Seveso seuil bas en raison des quantités d'acétylène présentes sur le site (rubrique n°4719).

Le thème de visite retenu est le suivant :

- émissions sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Émissions sonores	arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 10.2.4 partiel	/	sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Émissions sonores	arrêté préfectoral du 16/12/2016, articles 7.2.1 et 7.2.2	/	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les éléments contrôlés n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Émissions sonores

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/12/2016, article 10.2.4 partiel
Thème(s) : risques chroniques, autosurveillance des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. [...]
Constats : L'exploitant a présenté un rapport de mesures acoustiques dont la campagne a été réalisée du 9 au 10 octobre 2017 par un organisme qualifié. Le rapport de mesures acoustiques du 7 novembre 2017 de cette campagne n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection (respect de l'autosurveillance mentionnée à l'article susvisé).
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 16/12/2016, articles 7.2.1 et 7.2.2
Thème(s) : risques chroniques, niveaux acoustiques
Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 7.2.1. Valeurs limites d'émergence</u> Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies à l'article 2 de l'arrêté du 23 janvier 1997. Tableau non reproduit</p> <p><u>Article 7.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation</u> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Tableau non reproduit</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des contrôles effectués en 2017 n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection : les émissions de bruit sont conformes à la réglementation en vigueur. Lors de la visite, aucun bruit particulier n'a été entendu dans l'enceinte du site.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a déclaré que des bruits de sifflements peuvent provenir de bouteilles de gaz qui se vident suite au déclenchement de la sécurité. Ce phénomène n'est possible que sur les bouteilles de gaz carbonique et est rarement recensé sur l'ensemble des sites du groupe en France. En cas de dégazage, ce dernier ne dure que quelques minutes le temps que la bouteille se vide complètement : maximum 10 minutes. L'exploitant déclare que ses agents portent des protections auditives principalement pour les protéger des bruits d'entrechoquement des bouteilles de gaz métalliques. Il invite les riverains à prendre directement contact avec le responsable du site de Rosselange au numéro suivant en cas de bruits susceptibles de les incommoder : 03 87 50 10 40.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet